

print

## Récupération de la fusillade d'Ottawa par le gouvernement canadien pour promouvoir le militarisme et les attaques contre les droits civiques

De [Roger Jordan](#)

Global Research, novembre 03, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/recuperation-de-la-fusillade-dottawa-par-le-gouvernement-canadien-pour-promouvoir-le-militarisme-et-les-attaques-contre-les-droits-civiques/5411534>

Dans la foulée des fusillades où un soldat a trouvé la mort au Monument commémoratif de guerre à Ottawa, le gouvernement conservateur du Canada fait la promotion du militarisme et d'un nationalisme canadien belliqueux. Son but est de mobiliser le public derrière le programme impérialiste de plus en plus agressif de l'élite canadienne qui a commencé avec l'important rôle joué par le Canada dans la nouvelle guerre américaine au Moyen-Orient.

Le premier ministre Stephen Harper a parlé mardi lors des funérailles militaires de Nathan Cirrilo, le réserviste des Forces armées canadiennes tué le 22 octobre à l'âge de 24 ans. L'événement funeste – traité à saturation par les médias – a été exploité pour célébrer l'histoire militaire sanglante du Canada et la promouvoir comme une institution nationale essentielle gardienne de la démocratie. Le cercueil de Cirrilo était transporté sur un véhicule militaire de la Deuxième Guerre mondiale, et le chef de l'Armée canadienne, le général Tom Lawson assistait également à l'événement.

«Désirant à jamais la paix, le Canada a été construit sur les idéaux les plus nobles: la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit, a affirmé Harper. Et aussi longtemps que ces idéaux ont été le fondement de notre pays, ce sont nos hommes et nos femmes en uniforme qui en ont été, finalement, les gardiens ultimes.»

Plus tard, il a été encore plus démonstratif dans son éloge de l'armée, parlant du Monument commémoratif de guerre: «Ces monuments nous rappellent que la liberté n'est jamais gratuite. Elle a été gagnée par le soldat, puis remise à chacun d'entre nous.»

Ces commentaires visent à couvrir le fait que les forces militaires canadiennes, tant au cours des deux guerres mondiales du siècle dernier que lors des guerres plus récentes en Afghanistan et en Libye, ont toujours fonctionné comme un outil de la bourgeoisie canadienne servant à avancer ses intérêts prédateurs sur la scène mondiale.

Dans un discours en août à l'occasion du centenaire de l'éruption de la Première Guerre mondiale, Harper a célébré le fait que ce massacre avait permis au Canada d'avoir «une place à la table des grandes nations», c'est-à-dire que le pays a eu son mot à dire et a pris part dans la redivision impérialiste du monde.

Quant à l'affirmation de Harper que la démocratie est un don de l'armée, c'est là une grossière falsification et un écho de la propagande des régimes autoritaires de droite qui donne des frissons dans le dos. Les droits démocratiques des Canadiens ont été remportés par d'âpres luttes par les travailleurs contre le gouvernement et l'État, y compris ses forces armées.

Les louanges de Harper à l'égard de l'armée visaient à tirer profit du climat de peur

que son gouvernement a attisé depuis l'attaque à Ottawa et le meurtre d'un soldat à Saint-Jean-sur-Richelieu, au Québec, le 20 octobre, pour intimider et faire taire l'opposition à la participation du Canada dans la nouvelle guerre au Moyen-Orient.

Le même jour où Harper parlait, de hauts responsables militaires ont confirmé que six chasseurs CF-18 canadiens seraient en mesure de commencer à bombarder des objectifs de l'État islamique (EI) en Irak dès la fin de semaine. Bien que le vote tenu au Parlement pour envoyer ces avions plus tôt ce mois-ci limite l'opération initiale à six mois, les responsables militaires ont déjà déclaré que l'opération devra durer beaucoup plus longtemps.

L'establishment politique et militaire des États-Unis fait également pression pour une expansion majeure de l'intervention, multipliant les appels pour le déploiement de forces terrestres.

Alors que tant Ottawa que Washington continuent de promouvoir publiquement la nouvelle guerre au Moyen-Orient comme une mission «humanitaire» visant à vaincre les terroristes islamistes, ce n'est là qu'un objectif initial et partiel. Le véritable objectif de la guerre est le régime baasiste de Syrie, un proche allié de l'Iran et de la Russie, et son but principal est de consolider et d'élargir l'hégémonie stratégique américaine au Moyen-Orient, région exportatrice de pétrole la plus importante du monde.

Lors d'une visite effectuée mardi à Ottawa en guise de démonstration officielle de «solidarité» avec le Canada, le secrétaire d'État américain John Kerry a rencontré le ministre canadien des Affaires étrangères John Baird et Harper. Kerry a explicitement décrit les événements de la semaine dernière comme une «attaque terroriste» et a ajouté que la coopération canado-américaine serait renforcée dans les domaines de la sécurité et du contre-terrorisme.

Bien qu'aucune déclaration officielle n'ait été diffusée à la suite des réunions avec Kerry, il ne fait aucun doute que la guerre au Moyen-Orient était l'une des principales questions discutées.

Lors d'une conférence de presse, un haut responsable du département d'État américain a déclaré aux médias: «Il n'y a vraiment pas une seule question d'importance mondiale dans laquelle le Canada n'est pas un partenaire clé, du virus Ebola à l'EI, en passant par les événements en Russie et en Ukraine.»

Après son entretien avec Baird, Kerry a tenu à saluer l'attitude agressive démontrée par Harper au lendemain des attaques, lorsque celui-ci a promis que le Canada ne retirerait pas son engagement militaire au Moyen-Orient. Kerry a déclaré: «Nous avons apprécié vos paroles quant à ne pas vous laisser intimider. Et tant le président que le peuple américains tiennent à vous dire que nous sommes à vos côtés et tenons à exprimer notre reconnaissance d'avoir un voisin aussi extraordinaire avec qui nous avons un excellent partenariat.»

Un jour avant l'arrivée de Kerry, le gouvernement conservateur a présenté un projet de loi au Parlement qui donnera l'autorisation explicite au Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) de collaborer plus étroitement avec les services de renseignement alliés dans le réseau «Five Eyes», y compris la NSA américaine, dans l'espionnage des Canadiens (voir : [Le gouvernement canadien dépose un projet de loi pour élargir les pouvoirs des services de renseignement.](#))

Le projet de loi C-44 est seulement la première étape d'une attaque de grande envergure sur les droits démocratiques élémentaires, qui sera renforcée par le dépôt d'un deuxième projet de loi antiterroriste dans les semaines à venir pour renforcer les pouvoirs de l'État en matière d'arrestation et de détention préventives.

Mercredi, le ministre de la Justice Peter MacKay a révélé quelques-uns des plans du gouvernement. L'un de ceux-ci consisterait à réduire le seuil de preuve permettant à la police de procéder à des arrestations préventives en vertu de l'article 83.3 du Code criminel. L'ancien ministre de la Sécurité publique Stockwell Day a déclaré à la CBC qu'il croit que le gouvernement envisage également d'abandonner la nécessité d'une autorisation judiciaire pour ces arrestations – ce qui implique la détention de personnes pour lesquelles la police n'a pas de «suspçon raisonnable» qu'elles aient commis un acte criminel. MacKay a toutefois affirmé qu'il n'appuierait pas une telle démarche.

Des lois pour criminaliser l'«incitation» ou l'«encouragement» au terrorisme sont également prévues. MacKay a dit qu'il examine la législation du Royaume-Uni adoptée en 2006 relative à l'établissement d'une telle infraction.

La définition large déjà en place du «terrorisme» signifie que ces pouvoirs pourraient être utilisés pour censurer et criminaliser l'opposition aux politiques de droite comme le militarisme et les attaques du gouvernement contre les droits démocratiques et sociaux.

Le terrorisme, tel que défini par la Loi antiterroriste de 2001 du Canada, comprend des actes commis «au nom d'un but, d'un objectif ou d'une cause de nature politique, religieuse ou idéologique en vue d'intimider tout ou partie de la population quant à sa sécurité, entre autres sur le plan économique, ou de contraindre une personne, un gouvernement ou une organisation nationale ou internationale à accomplir un acte ou à s'en abstenir, que la personne, la population, le gouvernement ou l'organisation soit ou non au Canada».

Le gouvernement est déterminé à présenter les deux récents meurtres de militaires comme une preuve que le Canada subit une «attaque terroriste», car un tel récit fournit un prétexte commode pour mettre en œuvre son programme réactionnaire. En fait, les deux assaillants ont agi seuls, n'étaient membres d'aucun groupe antigouvernemental et étaient clairement perturbés psychologiquement.

Les autorités affirment maintenant que des éléments de preuve conclusifs que le tireur Michael Zehaf-Bibeau a commis un acte terroriste à motivation politique quand il a abattu le caporal Cirillo sont contenus dans une vidéo qu'il a faite avant son attaque – une vidéo que la Gendarmerie royale du Canada (GRC) refuse de rendre publique.

Durant la période de questions de mercredi à la Chambre des communes, tous les grands partis ont manifesté leur soutien au renforcement de l'appareil de sécurité nationale du Canada. Thomas Mulcair, chef de l'opposition officielle formée par le Nouveau Parti démocratique (NPD) basé sur les syndicats, a critiqué le gouvernement pour avoir coupé 688 millions \$ du budget de la Sécurité publique en 2012 après des années de hausses massives. Il a ainsi demandé: «Avant d'introduire une nouvelle législation qui pourrait restreindre les libertés des Canadiens, le premier ministre ne devrait-il pas rétablir le financement des organisations canadiennes de sécurité?»

Mulcair a ensuite proposé une coopération des partis au parlement pour l'élaboration de nouveaux pouvoirs de surveillance, en questionnant Harper: «Je voudrais savoir si le premier ministre accepterait de s'asseoir avec tous les partis pour analyser la situation afin de décider ensemble de la meilleure réaction législative à ces événements horribles?»

Le chef libéral Justin Trudeau a pour sa part rejoint Harper dans sa dénonciation de Mulcair qui a décrit la fusillade à Ottawa et l'attaque armée qui a suivi au Parlement comme les «actes horribles d'un individu profondément perturbé», plutôt

que comme un acte de «terrorisme organisé».

Après avoir louangé l'Armée la veille, Harper a louangé mercredi le SCRS à plusieurs reprises.

Rejetant d'emblée les appels de l'opposition pour que le gouvernement accompagne les pouvoirs accrus de l'appareil de sécurité nationale avec de petites mesures de supervision accrue administrées par des politiciens ou des «chiens de garde» soigneusement nommés par le gouvernement, Harper a déclaré: «Il est essentiel de mentionner que le SCRS a un excellent bilan en matière de protection des droits et de respect de la loi. C'est la conclusion des agences de surveillance depuis longtemps. Après les événements de la semaine passée, c'est le moment de reconnaître l'important travail que cette organisation fait pour protéger les Canadiennes et les Canadiens.»

Ces affirmations sont des plus mensongères. Le SCRS a à maintes reprises enfreint la loi, notamment en mentant systématiquement devant les tribunaux afin d'obtenir l'autorisation de missions d'espionnage. Encore le 24 octobre, dans son dernier rapport, le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, l'organisme de surveillance du SCRS, soulevait ses préoccupations quant au fait que l'agence de renseignement recueille des informations sur des individus qui ne sont soupçonnés d'aucun crime, appliquant des techniques de surveillance «trop larges».

Ce n'est que grâce à des fuites que les Canadiens ont appris que l'année dernière seulement, qu'il y a une décennie déjà, en violation flagrante des droits constitutionnels des Canadiens, le gouvernement a donné le pouvoir à l'appareil de sécurité nationale d'espionner systématiquement sur les métadonnées des communications électroniques des Canadiens, y compris leurs conversations téléphoniques, leurs messages texte et leur usage d'Internet.

**Roger Jordan**

Article paru d'abord en anglais, [WSWS](#), le 31 octobre 2014

Copyright © 2014 Global Research